



Pour participer aux échanges mondiaux dans les domaines du commerce, de l'investissement et des communications, il faut que les pays en développement aient des capacités, mesures incitatives, réglementations, organisations et institutions nouvelles. L'objectif visé est de renforcer la compétitivité, d'accentuer la diversité économique, d'étoffer l'appareil économique et de multiplier les liens économiques.

Howard Stein

Professeur canadien d'économie, Roosevelt University, Chicago
(Toronto, 25 janvier 2002)

sécurité humaine, le Canada devrait aussi aborder la question du recrutement d'enfants par les forces militaires.

Bien que les recommandations du Forum sur la sécurité humaine et la prévention des conflits occupent une place centrale, les participants n'avancent pas de propositions précises sur le règlement des conflits. En outre, certains recommandent de chercher à instaurer la paix et la sécurité par des moyens plus classiques. D'après leurs conseils, le Canada devrait jouer un rôle plus affirmé pour soutenir les efforts régionaux et sous-régionaux visant à mettre en place une force militaire africaine d'intervention rapide. D'autres signalent que le Canada devrait appuyer un pacte de sécurité militaire africain plus solide et mieux financé.

Meilleure utilisation de l'aide

Au cours des échanges sur la structure de l'aide, les participants lancent au Canada un appel quasi unanime pour qu'il augmente son Aide publique au développement (APD) pour atteindre l'objectif international de 0,7 % du PIB. Ils expriment des points de vue divers sur la façon dont le Canada pourrait accroître l'efficacité de son APD. À une écrasante majorité, ils font valoir qu'il faut rigoureusement limiter ou éliminer la conditionalité dans toutes les formes d'aide au développement. D'autres font observer que, s'il y a des conditions, le Canada devrait

promouvoir un examen par les pairs : les États africains surveilleraient les uns chez les autres le respect des conditions prescrites.

Des participants soutiennent que les programmes d'aide devraient être dirigés vers les groupes socioéconomiques défavorisés, comme les femmes et les enfants. D'autres ont avancé l'idée que l'aide devrait être destinée à des groupes de pays particuliers. Deux opinions s'affrontent : axer l'aide vers les pays ayant une importance stratégique et susceptibles de faciliter la croissance économique et le développement dans la région (les plus prometteurs); ou bien orienter l'aide vers les pays qui ont le moins de ressources et de capacité (les plus pauvres parmi les pauvres).

Promotion du commerce et de l'investissement

Les participants préconisent l'élimination des barrières commerciales pour promouvoir l'investissement et le développement économique dans les pays d'Afrique. Pour atteindre cet objectif, la plupart des participants exhortent le Canada à prendre des mesures pour améliorer l'accès au marché pour les produits africains et à exercer des pressions auprès d'autres pays industrialisés pour qu'ils en fassent autant. D'autres soutiennent toutefois que le Canada devrait plutôt adopter un traitement préférentiel des droits tarifaires, tout en